

Réunion du Comité
du 4 mars 2020

NOTE DE PRESENTATION

1-OBJET : INSTALLATION DU COMITE SYNDICAL

RAPPORTEUR : E. PEZET

Monsieur Emmanuel PEZET, Président sortant, ouvre la séance et procède à l'appel nominal. Il rappelle également que conformément aux dispositions de la Loi NOTRe ce sont désormais les Communautés d'Agglomération et les Communautés de Communes qui sont membres du SIARP et non plus les communes (hormis les 5 communes adhérentes au SIARP membres de la CCSI).

Monsieur PEZET informe ensuite les membres de l'assemblée que, conformément à l'article L 5211-1 du CGCT et aux statuts du SIARP adoptés par le Comité Syndical du 15 janvier 2020, la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP), la Communauté de Communes Vexin Centre (CCVC) et les communes d'Ennery, Livilliers, Epiais-Rhus, Génicourt et Hérouville ont désigné les Délégués suivants pour siéger au Comité Syndical :

- **Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise**, délibération du 4 février 2020, 16 représentants titulaires et 16 suppléants :

Titulaires :

- Jean-Claude WANNER
- Dominique LEFEBVRE
- Régis LITZELLMANN
- Xavier COSTIL
- Olivier FOURCHES
- Jean-Christophe VEYRINE
- Joël TISSIER
- Mireille GONON
- Gilles LE CAM
- Murielle DUFLOS
- Emmanuel PEZET
- Véronique LAVERT
- Joël VANDAMME
- Jean-Pierre COLOMBIER
- Gilbert DERUS
- Jean- Marie ROLLET

Suppléants :

- Philippe MICHEL
- Eric NICOLLET
- Hervé CHABERT
- Sylvette AMESTOY
- Frédéric TOURNERET
- Florence FOURNIER
- Gérald RUTAUT
- Daniel BOUSSON
- Gérard DALLEMAGNE
- Anne-Marie BESNOUIN
- Armelle LEGRAND-ROBERT
- Laurent LAMBERT
- Thierry THOMASSIN
- Annaëlle CHATELAIN
- Roland MAZAUDIER
- Rachid EL KARRHOUBI

- **Communauté de Communes Vexin Centre**, délibération du 10 février 2020, 8 représentants titulaires et 8 suppléants :

Titulaires :

- Michel GUIARD
- Alain MATEOS
- Michel FINET
- Marcel ALLEGRE
- Norbert LALLOYER
- Nadine NINOT
- Philippe FLAHAUT
- Armand DEDIEU

Suppléants :

- Guy PARIS
- Daniel BAILLEUX
- Christian SORET
- Edith ANDOUVLIE
- André TROTET
- Robert DE KERVEGUEN
- Danièle ROUX
- Marie-Anne CUSSOT

- **Commune d'Ennery**, délibération du 28 janvier 2020, 1 représentant titulaire et 1 suppléant :

Titulaire :

- Jean-Marie RUFFIANDIS

Suppléant :

- Catherine COSSON

- **Commune de Livilliers**, délibération du 6 février 2020, 1 représentant titulaire et 1 suppléant :

Titulaire :

- Jean ABONDANCE

Suppléant :

- Frédéric JARRAUD

- **Commune d'Epiais - Rhus**, délibération du 5 février 2020, 1 représentant titulaire et 1 suppléant :

Titulaire :

- Jean-Pierre STALMACH

Suppléant :

- Marc BATHELIER

- **Commune de Génicourt**, délibération du 25 janvier 2020, 1 représentant titulaire et 1 suppléant :

Titulaire :

- Olivier BENARD

Suppléant :

- Derry METAIS

- **Commune de Hérouville**, délibération du 27 janvier 2020, 1 représentant titulaire et 1 suppléant :

Titulaire :

- Philippe CHAUVIN

Suppléant :

- Jacques LEBECQ

Monsieur Emmanuel PEZET, Président sortant leur souhaite la bienvenue et les déclare installés dans leurs fonctions de membres du Comité.

2-OBJET : ELECTION DU PRESIDENT DU SIARP

RAPPORTEUR : LE DOYEN D'AGE

Monsieur Emmanuel PEZET cède sa place au Doyen d'âge, Madame/Monsieur ; les membres du Comité procèdent à la nomination du secrétaire de séance, Madame/Monsieur

Madame/Monsieur (Doyen d'âge) donne, ensuite, lecture de l'article L 2122-7 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que « le Président est élu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ».

Il invite ensuite les candidats aux fonctions de Président à se faire connaître ;

Madame/Monsieur (Doyen d'âge) invite le Comité à procéder, au scrutin secret, à l'élection du Président.

Pour rappel, voici les modalités de vote inscrites dans les nouveaux statuts :

Membres	Nombre de délégués	Nombre de voix
CACP 3 voix par délégué	16	48
CCVC 3 voix par délégué	8	24
Communes 1 voix par délégué	5	5
TOTAL	29	77

3-OBJET : FIXATION DU NOMBRE DE VICE-PRESIDENTS DU SIARP ET ELECTION DES VICE-PRESIDENTS

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

Il est proposé au Comité, conformément à l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, de fixer à six (6) le nombre de Vice-Présidents.

Les délégations seront les suivantes :

✿ 1^{ère} vice-présidence - En charge des affaires budgétaires du Syndicat

✿ 2^{ème} vice-présidence - En charge de la gestion patrimoniale du Syndicat

- ♣ 3^{ème} vice-présidence - En charge du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)
- ♣ 4^{ème} vice-présidence - En charge des travaux neufs sur les réseaux et ouvrages d'assainissement collectif
- ♣ 5^{ème} vice-présidence - En charge des relations aux usagers et à la communication
- ♣ 6^{ème} vice-présidence - En charge des relations institutionnelles et du partenariat

Le Président propose les candidatures suivantes :

- 1^{er} Vice-Président : Monsieur ROLLET
- 2^{ème} Vice-Président : Monsieur STALMACH
- 3^{ème} Vice-Président : Monsieur LE CAM
- 4^{ème} Vice-Président : Monsieur LALLOYER
- 5^{ème} Vice-Président : Monsieur FOURCHES
- 6^{ème} Vice-Président : Monsieur COSTIL

Après avoir demandé si d'autres Délégués se portaient candidat, le Président propose au Comité de procéder au vote.

4-OBJET : ELECTION DES ASSESSEURS SIEGEANT AU BUREAU SYNDICAL

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

Le Président propose que le Bureau Syndical, conformément aux statuts du SIARP, soit composé du Président, des six (6) Vice-Présidents et de huit (8) Délégués élus par le Comité, avec la représentativité suivante :

- 4 Délégués pour la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP)
- 3 Délégués pour la Communauté de Communes Vexin Centre (CCVC)
- 1 Délégué pour l'ensemble des communes adhérentes.

Aussi, il est demandé aux Délégués de la CACP, de la CCVC et des 5 communes adhérentes, de désigner ceux qui siégeront au bureau.

- Parmi les 16 délégués titulaires de la **CACP**, il est demandé d'élire **4 assesseurs** au bureau statutaire :

Jean-Claude WANNER

Dominique LEFEBVRE
Régis LITZELLMANN
Xavier COSTIL
Olivier FOURCHES
Jean-Christophe VEYRINE
Joël TISSIER
Mireille GONON
Gilles LE CAM
Murielle DUFLOS
Emmanuel PEZET
Véronique LAVERT
Joël VANDAMME
Jean-Pierre COLOMBIER
Gilbert DERUS
Jean- Marie ROLLET

- Parmi les 8 délégués titulaires de la **CCVC**, il est demandé d'élire **3 assesseurs** au bureau statutaire :

Michel GUIARD
Alain MATEOS
Michel FINET
Marcel ALLEGRE
Norbert LALLOYER
Nadine NINOT
Philippe FLAHAUT
Armand DEDIEU

- Parmi les 5 délégués titulaires des communes adhérentes, il est demandé d'élire **1 assesseur** au bureau statutaire :

- Commune d'**Ennery** : Jean-Marie RUFFIANDIS
- Commune de **Livilliers** : Jean ABONDANCE
- Commune d'**Epais-Rhus** : Jean-Pierre STALMACH
- Commune de **Génicourt** : Olivier BENARD
- Commune d'**Herouville** : Philippe CHAUVIN

—

5-OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE SYNDICAL

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

Le Code général des collectivités et notamment ses articles L 5211-1 et L 2121-8 dispose que l'organe délibérant établit son règlement intérieur.

Le Président propose à l'assemblée d'adopter le règlement intérieur annexé à la présente note.

6-OBJET : DELEGATIONS DE COMPETENCES AU BUREAU SYNDICAL ET AU PRESIDENT

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

L'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses compétences soit à sa formation restreinte (Bureau Syndical) soit à son exécutif (Président).

Aussi, afin de faciliter le fonctionnement du Syndicat, il est proposé au Comité de déléguer certaines compétences, en fonction de leur importance et dans le respect des textes, au Bureau Syndical et au Président.

Il sera rendu compte de l'exercice effectif de ces délégations lors de chaque séance du Comité Syndical.

1- Il est proposé au Comité Syndical de donner délégation au Bureau Syndical, jusqu'à la fin du mandat, pour les attributions suivantes:

- Arrêter le programme annuel des travaux et solliciter les subventions de la part des financeurs institutionnels ;
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Passer et signer les conventions de transaction et de dédommagement pour dégâts provoqués à des propriétés et imputables au SIARP, dans le cadre de ses activités et lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Passer et signer les conventions constitutives de groupements de commande ;
- Fixer le montant des offres du SIARP à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes;

- Créer les postes nécessaires à l'exécution des missions du SIARP, à la gestion des ressources humaines et mettre à jour le tableau des effectifs du personnel, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 - Réaliser les emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et les opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, la souscription d'une ligne de crédit et de trésorerie ainsi que les décisions mentionnés au III de l'article L 1618-2.
- 2- Il est proposé au Comité Syndical de donner délégation au Président, jusqu'à la fin du mandat, pour les attributions suivantes:**

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement de tous les marchés et accords-cadres (travaux, prestations de services, fournitures) passés en procédure adaptée (Code de la Commande Publique – 1^{er} avril 2019), ainsi que leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Passer et signer les conventions constitutives de groupements de commande lorsque le montant des besoins du SIARP est inférieur aux seuils des procédures formalisées et leurs avenants lorsque les crédits de l'opération sont inscrits au budget ;
- Passer et signer les conventions de déplacement de réseaux dont le montant est inférieur au seuil des procédures formalisées et leurs avenants lorsque les crédits de l'opération sont inscrits au budget ;
- Passer et signer les conventions relatives à la participation financière des constructeurs ou collectivités aux travaux de création, de déplacement ou de recalibrage d'équipements d'assainissement effectués par le SIARP dans le cadre d'aménagements de zones d'urbanisation ;
- Passer et signer les conventions relatives à la participation financière des industriels dans le cadre de l'application de l'article L 1331-10 du Code de la santé publique ;
- Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres du SIARP à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes, et signer les documents correspondants ;
- Signer les conventions de servitudes de passage et d'accès au profit du SIARP nécessaires à l'implantation et à l'entretien des ouvrages d'assainissement ;
- Signer les procès-verbaux contradictoires de remise d'ouvrages d'assainissement en garde et gestion, en pleine propriété ou en mise à disposition ainsi que leurs avenants dans le cadre de rétrocessions d'ouvrages existants (ASL etc...) ou neufs (aménageurs...) ;
- Passer et signer les conventions de transaction et de dédommagement pour dégâts provoqués à des propriétés et imputables au SIARP, ou encore les conventions d'indemnisation des exploitants pour dommages aux cultures ou autres activités, lorsque le montant des indemnités est inférieur à 10 000 € et que les crédits sont inscrits au budget ;

- Signer les contrats d'assurances, accepter les indemnités de sinistre, régler les conséquences dommageables des accidents ou incidents dont le SIARP est responsable ;
- Réaliser les emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite de 2 millions d'euros, les opérations financières utiles au réaménagement de la dette et à la gestion des emprunts, et notamment à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, à des opérations de couverture des risques de taux et de change, d'en signer les avenants correspondants ;
- Réaliser les opérations mentionnées au III de l'article L 1618-2, et gérer les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum d'un million d'euros ;
- Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vendre de gré à gré des biens mobiliers et immobiliers jusqu'à 4 600 € ;
- Intenter au nom du SIARP les actions en justice ou défendre le SIARP dans les actions intentées contre lui, et notamment désigner un défenseur, dans les cas définis suivants :
 - Demander réparation des dommages subis par les élus et le personnel du SIARP, par le patrimoine mobilier et immobilier appartenant ou mis à la disposition du SIARP ;
 - Défendre les intérêts du SIARP dans tous les recours intentés contre les décisions des instances syndicales, des actes du Président et des contrats signés par le SIARP ;
 - Signer les conventions de transaction afférentes au contentieux ;
- Fixer les rémunérations et le règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- Signer les conventions de stages à intervenir avec les établissements de formation et les élèves stagiaires dont l'indemnité de stage, fixée en fonction du niveau d'étude et de la qualité du stage, est limitée à 80 % du SMIC ;
- Signer les conventions relatives à la formation professionnelle des personnels du SIARP ;
- Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services.

LES DELEGUES DU COMITE SONT EGALEMENT INFORMES QUE :

- Il sera rendu compte des décisions prises par le Bureau Syndical et le Président dans le cadre des attributions exercées par délégation lors de chaque réunion du Comité Syndical.
- Les décisions prises par le Bureau Syndical et le Président dans le cadre de leur délégation sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Comité portant sur les mêmes objets.

- Les décisions prises par le Président dans le cadre de sa délégation peuvent être signées par un Vice-Président ou un Délégué agissant par délégation du Président dans les conditions fixées à l'article L 2122-18.
- Le Président pourra donner délégation de signature aux directeurs et chefs de services conformément à l'article L 2122-19 de CGCT.

7-OBJET : CONDITIONS DE DEPOT DE LISTES POUR L'ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

Le Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose des conditions relatives à la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

En application de l'article L1411-5 du CGCT, la CAO du Syndicat est composée du Président et de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein, au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé selon les mêmes modalités à la désignation de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Il convient de procéder à une nouvelle élection des membres de la CAO.

Ainsi, il est proposé au Comité Syndical de fixer les conditions suivantes, conformément aux dispositions du CGCT :

- L'élection des membres titulaires et suppléants de la Commission d'Appel d'Offres a lieu sur la même liste,
- Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir,
- Les listes sont à déposer auprès du Président durant une suspension de la séance de l'assemblée délibérante qui durera 10 minutes et interviendra juste avant l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

8-OBJET : ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

La Commission d'Appel d'Offres est un organe collégial qui intervient obligatoirement au stade de l'attribution des marchés publics à procédure formalisée.

Elle occupe ainsi une place centrale dans le processus de la commande publique des achats les plus importants (au-delà des seuils européens mentionnés à l'article 42 -1° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, actuellement de 214 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services et de 5 350 000 € HT pour les marchés de travaux).

La CAO peut également être saisie pour les marchés passés en procédure adaptée ; il s'agit alors d'un avis purement consultatif qui ne liera pas l'acheteur public.

Les missions de la CAO sont les suivantes :

- Choisir l'offre économiquement la plus avantageuse et attribuer le marché,
- Déclarer, le cas échéant, la consultation sans suite ou infructueuse,
- Donner son avis pour la passation des avenants supérieurs à 5% rattachés à des marchés à procédure formalisée ; dans ce cas, cet avis sera communiqué à l'assemblée délibérante appelée à statuer sur ce dossier.

La composition de cette commission est fixée par l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, comme suit :

- Le Président du SIARP, président de droit,
- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de l'assemblée délibérante élus en son sein.

Le comptable de la collectivité et un représentant de la Direction Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DDCCRF) sont invités à siéger également à la commission avec voix consultative, ainsi que des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité désignés par le Président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché concerné.

L'élection des membres de la CAO se fait au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Elle se déroule au scrutin secret, sauf si l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas y recourir.

En application de l'article D.1411-4 du Code général des collectivités territoriales, en cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé du candidat susceptible d'être proclamé élu.

Si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le Président, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales. La liste doit toutefois satisfaire à l'obligation de représentation proportionnelle, de manière à permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Il est proposé au Conseil Syndical de procéder à l'élection des membres de la CAO, soit cinq membres titulaires et cinq membres suppléants, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, selon les modalités précitées.

POUR INFORMATION, PRINCIPES DE L'ELECTION « AU PLUS FORT RESTE » :

Les listes peuvent comprendre **moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.**

Liste « A »

Titulaires	Suppléants
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-

Liste « B »

Titulaires	Suppléants
------------	------------

-
-

- Effectif légal du Conseil Syndical :
- Effectif présent à l'ouverture du scrutin :
- Nombre de procuration :
- Suffrages valablement exprimés :
- Quotient électoral : / =
- Nombre de suffrages obtenus par la liste « A » : ...
- Nombre de suffrages obtenus par la liste « B » : ...

On divise alors le nombre de voix obtenues par chaque liste par le quotient électoral et on attribue à chacun autant de sièges qu'il a atteint de fois le quotient.

Liste	Sièges attribués au quotient
Liste A	□ (nb de voix) / (quotient) = sièges
Liste B	□ (nb de voix) / (quotient) = sièges

..... sièges ont été attribués au quotient. Reste siège à attribuer au plus fort reste.

Dans un deuxième temps, on calcule les restes pour chaque liste (en quelque sorte, les voix non inutilisées). Les sièges non attribués se distribuent entre les listes dans l'ordre de leur plus fort reste.

Liste	Voix	restes	Classement	Siège au + forte reste
Liste A	- (..... ¹ x ²) =		
Liste B	- (..... x) =		

La liste qui a le plus fort reste se voit attribuer le siège restant. Par conséquent, la composition de la CAO sera la suivante :

Le Président : Le Président du SIARP est président de droit. Son « suppléant », qui ne peut être qu'un membre non élu de la CAO, ne peut être désigné que par arrêté du Président du SIARP

Les membres à voix délibérative :

En tant que membres titulaires :

Liste A :

-
-
-

Liste B :

-
-

En tant que membres suppléants :

Liste A :

-
-
-

Liste B :

-
-

¹ Nombre de sièges attribués

² Quotient électoral

9-OBJET : DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, instituée par l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités locales et créée par délibérations du SIARP des 19 octobre 2005 et 4 avril 2012 examine chaque année les rapports établis par les délégataires de service public et le rapport sur le prix et la qualité des services d'assainissement ; elle est consultée sur les projets de délégation de service public.

Elle est présidée par le Président de l'organe délibérant et comprend des membres de l'assemblée délibérante et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

En fonction de l'ordre du jour, la Commission peut, sur proposition de son Président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Le Président propose de désigner les membres suivants :

- En tant que représentant de l'assemblée délibérante du SIARP :
 - 1^{er} Vice-Président
 - 2^{ème} Vice-Président
 - 3^{ème} Vice-Président
 - 4^{ème} Vice-président
 - 5^{ème} Vice-Président
 - 6^{ème} Vice-Président
 - ...
 - ...
- Un représentant pour les associations locales suivantes :
 - La Fédération du Val d'Oise pour la Pêche et la Protection du milieu aquatique
 - L'Association UFC Que Choisir
 - L'Association Alerte Générale sur l'Eau (AGLEAU)
 - L'Association de la Consommation, du Logement et du Cadre de Vie (CLCV)

10-OBJET : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU SIARP AU COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION CACP/SIARP

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

La convention réglant les conditions d'exercice de la compétence assainissement entre la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise et le SIARP signée le 26 décembre 2001 institue

un Comité de suivi composé de quatre représentants élus par les assemblées respectives et co-présidée par les Présidents du SIARP et de la Communauté d'Agglomération ou leur représentant.

Ce Comité se réunit deux fois par an ; il est chargé de veiller à la mise en œuvre effective des dispositions de la convention et de faire toute proposition permettant d'en améliorer les conditions d'application.

Le Président propose que soient désignés comme membres du Comité de suivi les deux Délégués suivants :

- Monsieur Jean-Marie ROLLET
- Monsieur Xavier COSTIL

11-OBJET : DESIGNATION D'UN DELEGUE DU SIARP AUPRES DU COMITE NATIONAL D'ACTIONS SOCIALES (CNAS)

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

Le CNAS est un organisme qui permet à chaque agent de la Collectivité de bénéficier de prestations en matière d'accompagnement social (secours, prêts.....), familial (enfants, logement, aide ménagère....) et de développement personnel (culture, loisirs, vacances...).

Il y a lieu de procéder à la désignation d'un Délégué appelé à représenter le SIARP auprès du Comité National d'Actions Sociales (CNAS) conformément au règlement intérieur du CNAS et ce, pour la durée du mandat des représentants du SIARP.

En conséquence, il est proposé au Comité,

- DE DESIGNER Monsieur COSTIL comme représentant du SIARP auprès du CNAS.

12-OBJET : INDEMNITES DE FONCTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

L'article L 5211-12 du CGCT dispose que les indemnités maximales votées par le Comité Syndical pour l'exercice effectif des fonctions de Président et de Vice-Président sont déterminées par un décret en Conseil d'Etat qui fixe un taux applicable à une base de référence ; celle-ci est égale au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (actuellement, cet indice correspond à l'indice brut 1027).

L'article R 5212-1 du CGCT dispose que, pour une population de plus de 200 000 habitants, le taux maximum est fixé à 37,41 % pour le Président et 18,70 % pour les Vice-Présidents.

Les taux de ces indemnités sont fixés par délibération lors de chaque renouvellement de l'organe délibérant.

Il est proposé à l'assemblée d'appliquer les taux maximums pour l'indemnité du Président et des Vice-Présidents.

Il est donc proposé au Comité Syndical de :

- Fixer à compter du 4 mars 2020, le taux servant de calcul à l'indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de Président du SIARP à 37,41 % et à 18,70 % pour celles de Vice-Président du SIARP,
- Appliquer la part représentative pour frais d'emploi et le plafond indemnitaire pouvant être perçus en cas de cumul de mandat,
- Inscrire les crédits nécessaires au compte 6531 « indemnités et frais élus » du Budget du Syndicat,
- Transmettre au Comptable Public les états récapitulatifs permettant, si nécessaire, la retenue à la source des impôts.

13-OBJET : MOYEN DE PAIEMENT DES DEPENSES A CARACTERE PROFESSIONNEL : POURSUITE DE L'UTILISATION DE LA CARTE PROFESSIONNELLE DE PAIEMENT

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

Dans le cadre de la modernisation des moyens de paiement, le Comité Syndical a décidé par délibération du 18 octobre 2006 de mettre en place une carte professionnelle de paiement. Ce dispositif a été reconduit par délibérations des 16 avril 2008 et 9 janvier 2013.

La carte professionnelle (ou carte « Affaires ») est une carte de paiement à débit différé, nationale ou internationale, délivrée par une banque et destinée au règlement des frais professionnels engagés par son titulaire.

La carte professionnelle est nominative et adossée au compte bancaire personnel de son titulaire ; elle peut être délivrée aux principaux membres des exécutifs locaux et à leurs proches collaborateurs. La décision de délivrance des cartes professionnelles est laissée à l'appréciation des ordonnateurs.

La carte est utilisée exclusivement pour des dépenses à caractère professionnel, à l'exclusion de toute dépense à caractère personnel, pour le règlement des frais de missions, de

déplacements et de représentation dans la limite des seuils fixés par la réglementation applicable.

Les projets de contrats de carte professionnelle doivent être soumis par l'ordonnateur au comptable de la collectivité afin que ce dernier s'assure du respect de l'ensemble des conditions.

La mise en œuvre de ces modalités de paiement comporte la signature de 2 contrats : l'un entre l'organisme bancaire et le titulaire de la carte, l'autre entre l'organisme bancaire et la collectivité.

Aussi, compte tenu des avantages de fonctionnement que procure le système mis en place, il est proposé aux délégués du Comité de poursuivre selon les mêmes modalités qu'auparavant et de valider le paiement par carte professionnelle des frais suivants :

- Frais de mission et de déplacement concernant les déplacements ordinaires : carburant, frais de péages d'autoroutes et de stationnement,
- Frais concernant des missions occasionnelles : frais de transports (billets d'avion, train, taxi...), location de voiture, hébergement, restauration et frais annexes liés à la réalisation de la mission, frais de réception et de représentation, restauration extérieure, restauration interne (dépenses d'alimentation), achats de fleurs.

Le plafonnement de paiement sur 30 jours glissants est limité à 2 000 €.

La carte est attribuée nominativement au Président du SIARP.

14 - OBJET : APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS ET DE GESTION 2019 DU SIARP ET DE LA REGIE MAITRISE D'ŒUVRE

RAPPORTEUR : LE VICE-PRESIDENT EN CHARGE DES AFFAIRES BUDGETAIRES

Conformément aux articles L5211-36, L1612-12, L2121-12 et 14, L2121-31 et L2311-5 du CGCT, le Vice-Président en charge des affaires budgétaires, présidant le Comité pour cette délibération, présente au Comité Syndical les comptes suivants qu'il convient d'arrêter:

- Comptes de gestion 2019 du comptable public,
- Compte administratif 2019 du SIARP,
- Compte administratif 2019 de la régie de Maîtrise d'œuvre du SIARP.

La présentation agrégée des résultats afférents à l'exercice 2019 des budgets du SIARP et de la Régie de Maîtrise d'œuvre du SIARP est la suivante :

A. Compte Administratif 2019 du SIARP

LIBELLES	INVESTISSEMENT		EXPLOITATION		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICITS	RECETTES OU EXCEDENTS	DEPENSES OU DEFICITS	RECETTES OU EXCEDENTS	DEPENSES OU DEFICITS	RECETTES OU EXCEDENTS
Résultats reportés		6 965 394,39 €		294 893,30 €		7 260 587,69 €
Opération exercice	6 825 028,42 €	8 054 653,76 €	6 267 255,26 €	9 405 237,84 €		
TOTAUX	6 825 028,42 €	15 020 048,15 €	6 267 255,26 €	9 700 131,14 €	13 092 283,68 €	24 720 179,20 €
Résultats de clôture		8 195 019,73 €		3 432 875,88 €		11 627 895,61 €
Restes à réaliser	7 350 804,00 €				7 350 804,00 €	
TOTAUX CUMULES	14 175 832,42 €	15 020 048,15 €	6 267 255,26 €	9 700 131,14 €	20 443 087,68 €	24 720 179,20 €
Résultats définitifs		844 215,73 €		3 432 875,88 €		

B. Compte Administratif 2019 de la Régie de Maîtrise d'œuvre du SIARP

LIBELLES	INVESTISSEMENT		EXPLOITATION		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICITS	RECETTES OU EXCEDENTS	DEPENSES OU DEFICITS	RECETTES OU EXCEDENTS	DEPENSES OU DEFICITS	RECETTES OU EXCEDENTS
Résultats reportés						
Opération exercice			278 279,12 €	278 279,12 €	278 279,12 €	278 279,12 €
TOTAUX	-	-	278 279,12 €	278 279,12 €	278 279,12 €	278 279,12 €
Résultats de clôture						
Restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES			278 279,12 €	278 279,12 €	278 279,12 €	278 279,12 €
Résultats définitifs				-		-

Les données relatives à la présentation synthétique retraçant les informations financières essentielles du CA 2019 sont contenues dans la note de présentation au Comité intitulée CA 2019 et Budget Supplémentaire 2020.

Le Président du SIARP, ayant quitté la salle et le Comité siégeant sous la présidence du Vice-Président en charge des Affaires Budgétaires, il vous est demandé de bien vouloir :

- CONSTATER la stricte concordance des comptes de gestion du SIARP et de de la Régie de Maîtrise d'Œuvre du SIARP établis par Monsieur le Trésorier de Cergy-collectivités, avec les comptes administratifs du SIARP et de la Régie de Maîtrise d'Œuvre du SIARP,

- ARRETER le Compte Administratif 2019 du SIARP et reconnaître la sincérité des restes à réaliser d'un montant 7 350 804,00 €,
- ARRETER le Compte Administratif 2019 de la Régie de Maîtrise d'œuvre du SIARP.

15 - OBJET : AFFECTATION DU RESULTAT DES BUDGETS DU SIARP ET DE LA REGIE MAITRISE D'ŒUVRE 2019

RAPPORTEUR : LE VICE-PRESIDENT EN CHARGE DES AFFAIRES BUDGETAIRES

L'instruction comptable et budgétaire M 49 permet d'affecter, partiellement ou en totalité, l'excédent de la section d'exploitation, à la section d'investissement.

Budget SIARP :

L'excédent d'exploitation pour le budget 2019 s'élève en résultat de clôture à 3 432 875,88 €.

Le solde de la section d'investissement présente un excédent de 8 195 019,73 €.

Aussi, afin de couvrir les dépenses d'investissement du budget 2020 du Syndicat, il convient d'affecter une part de l'excédent de fonctionnement en réserves complémentaires au compte R 1068 pour un montant de 2 637 924,88 €.

Budget Régie Maîtrise d'œuvre :

L'excédent d'exploitation pour l'exercice 2019 du budget Régie du SIARP s'élève en résultat de clôture à 0 € et aucune opération n'a été effectuée sur la section d'investissement ; Il n'y a donc aucune affectation de résultat.

JE VOUS DEMANDE L'AUTORISATION :

- D'AFFECTER partiellement le résultat de la section d'exploitation au compte 1068 de la section d'Investissement du Budget du SIARP pour le montant de 2 637 924,88 €.

DE REPORTER à la section d'exploitation au compte R 002 du Budget du Syndicat, le montant de 794 951 €.

16 - OBJET : PRESENTATION DU CA 2019 ET DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2020 DU SIARP ET DE LA REGIE DE MAITRISE D'ŒUVRE

RAPPORTEUR : LE VICE-PRESIDENT EN CHARGE DES AFFAIRES BUDGETAIRES

Ce présent rapport a pour objet de présenter le CA 2019 et le BS 2020.

SECTION D'INVESTISSEMENT

 **DEPENSES D'INVESTISSEMENT** (6 825 029 €)

Les dépenses réelles d'investissement se sont élevées à 6 039 547 € contre 6 720 386 € en 2018. Le taux de consommation est de 88 % des crédits votés au BP hors affectation.

Elles comprennent les dépenses d'équipement (5 458 252 €), à savoir essentiellement les travaux réalisés dans le cadre de nos programmes pour un montant de 4 591 274 €, l'acquisition de matériel pour la télégestion des postes (141 524 €), l'AMO pour l'acquisition d'un logiciel SIG (3 015 €), ainsi que le remboursement du capital de l'emprunt (344 235 € contre 325 715 € l'an passé) ; le capital de la dette restant dû au 31 décembre 2019 est de 3,060 M€. Il passe à 4,193 M€ au 1^{er} janvier 2020 suite à l'intégration des 15 nouvelles communes de la CCVC, soit une augmentation de 1,133 M€.

La répartition des dépenses par programmes de travaux sur le compte travaux 2019 est la suivante :

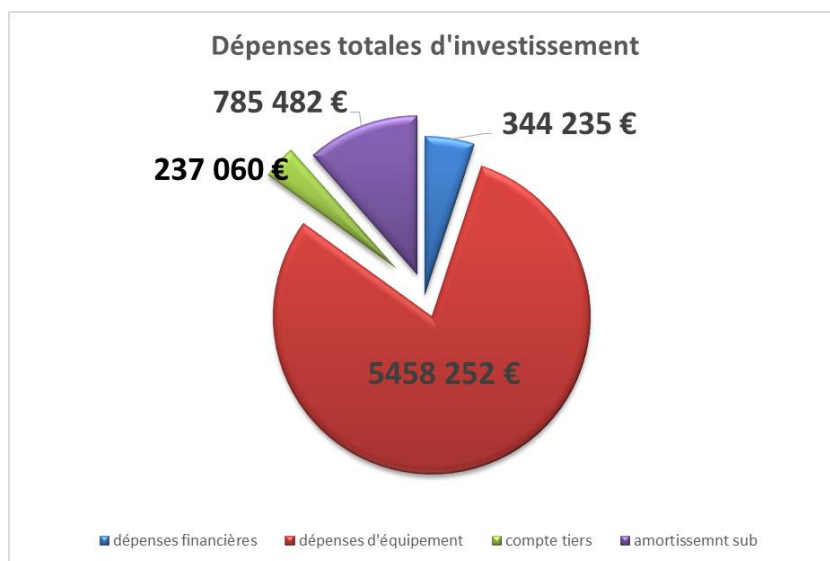
	Dépenses	%
PPI 2016 - op côtes bizières	1 680 126,24 €	35,62
PPI 2017 - solde	62 156,96 €	1,32
PPI 2018	697 452,57 €	14,79
PPI 2019	1 580 734,73 €	33,52
POSTES	25 232,99 €	0,54
LOCAUX BERTHELOT	214 902,13 €	4,56
REMPLACEMENT 200 TAMPONS	158 337,44 €	3,36
TRAVAUX entretien HORS PPI	297 231,05 €	6,30

La réalisation de branchements a légèrement diminué cette année ; en effet, 67 branchements contre 83 en 2018, ont été exécutés pour un montant de 444 048 €. Il est rappelé que ces dépenses sont quasiment remboursées en intégralité par les propriétaires.

Les études concernant l'opération « inversion de branchements de 5 communes » a débuté (15 750 €).

Le renouvellement de 2 véhicules (1 pour le service contrôles et 1 pour le service technique) a été effectué pour 17 200 €.

Outre les travaux de réhabilitation des postes, l'achat de pompes et divers matériels pour les réparations des postes par les services ont été réalisés pour près de 80 745 €. L'installation et la mise en place de la télégestion des postes ont été réalisées à hauteur de 141 524 €.



La totalité des travaux de mise en conformité réalisés sur 5 installations d'assainissement des particuliers sur l'opération groupée BV18 ont représenté 28 695 €.

La totalité des travaux de mise aux normes de l'opération groupée ANC ont représenté 198 864 €.

♣ RECETTES D'INVESTISSEMENT (8 054 654 €)

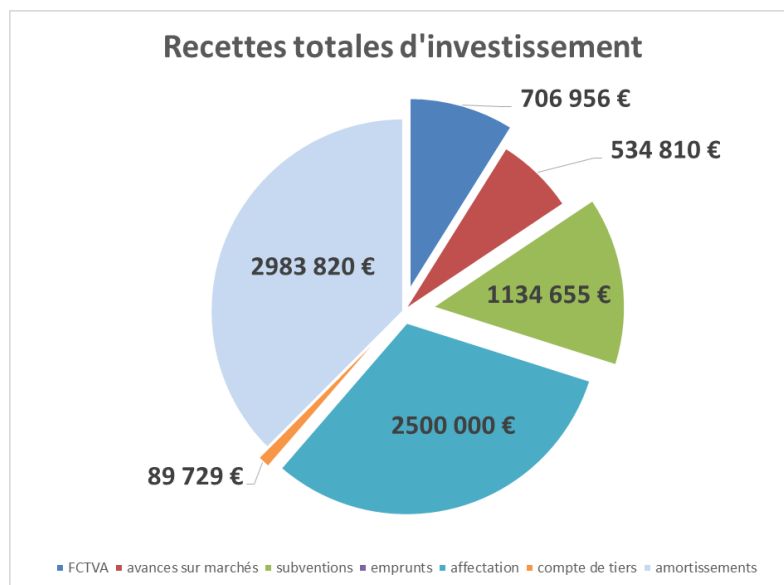
Les recettes réelles s'élèvent à 5 070 834 €, incluant l'affectation du résultat voté au BS 2019 de 2 500 000 €. Ce montant est légèrement inférieur à celui de l'an passé (5 924 046 €). 2019 reste un exercice normal avec un versement du FCTVA de 706 956 €.

Au chapitre subventions et participations (1 011 720 € contre 1 906 219 € en 2018), la répartition des versements est la suivante :

subventions Agence de l'eau	961 578,00 €	soit	95% du total
participation CACP réseau unitaire	50 142 €		5%

Concernant les subventions de l'Agence de l'Eau, la répartition est la suivante :

programme 2017	158 491,00 €	16%
programme 2016 côtés bizières	127 869,00 €	13%
programme 2018	397 521,00 €	41%
programme 2019	271 397,00 €	28%
inversion branchements	6 300,00 €	1%



L'avant

dernier acompte concernant la participation de l'entreprise CGECP pour les travaux de la rue du Fief (122 934 €) a été perçu en 2019.

Les opérations d'ordre concernant les amortissements, que l'on retrouve en dépenses de la section de fonctionnement, s'élèvent à 2 983 820 €.

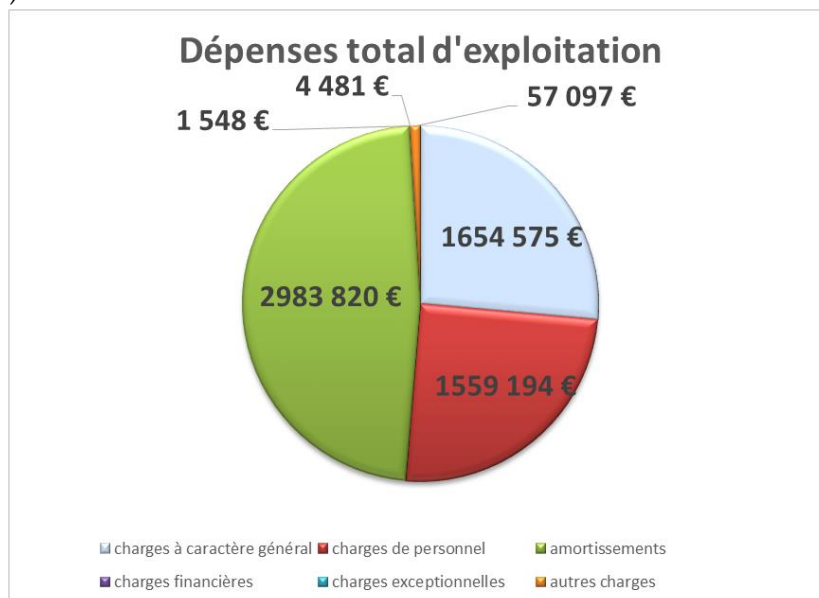
SECTION EXPLOITATION

✿ DEPENSES D'EXPLOITATION (6 267 256 €)

Les dépenses réelles d'exploitation s'élèvent à 3 283 436 € contre 3 199 733 € en 2018 ; elles ont donc augmenté de 2,61 %.

Le taux de consommation est de 79,67 %.

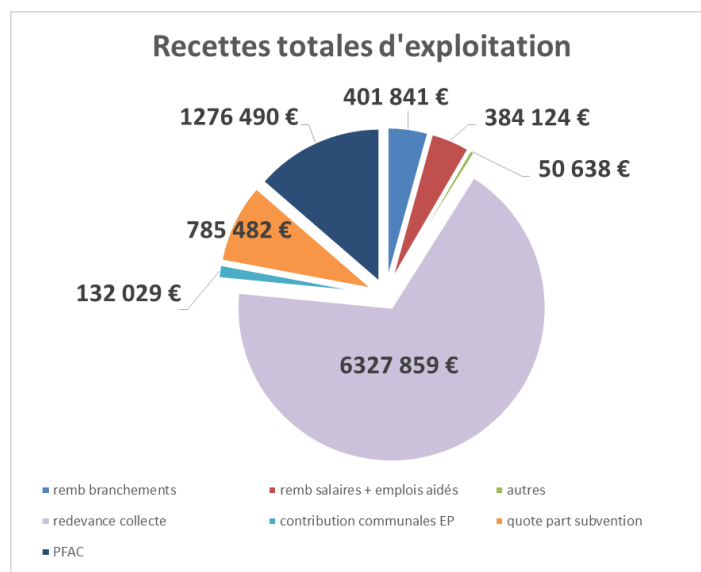
La dotation aux amortissements croît chaque année du fait de la permanence des investissements du SIARP (+ 16 %).



✿ RECETTES D'EXPLOITATION (9 405 238 €)

Le montant des recettes réelles est de 8 619 756 €.

Le produit de la PFAC (1 276 490 € contre 1 190 657 € en 2018) est important car il correspond à de gros projets de créations d'immeubles et lotissements. La dernière année de versement de la participation ANRT pour le contrat de la doctorante a été réalisée (14 000 €). On peut noter une augmentation du produit de la redevance collecte (6 327 859 € contre 5 136 359 €) ; Au total, les recettes réelles d'exploitation enregistrent une augmentation (+14,52 %).



SOLDE D'EXECUTION EXERCICE 2019

	EXPLOITATION	INVESTISSEMENT
(arrondi au cent d'€)	dépenses	dépenses
opérations réelles de l'exercice	3 283 435,54 €	6 039 546,77 €
opérations d'ordre	2 983 819,72 €	785 481,65 €
Total dépenses	6 267 255,26 €	6 825 028,42 €
	recettes	recettes
opérations réelles de l'exercice	8 619 756,19 €	5 070 834,04 €
opérations d'ordre	785 481,65 €	2 983 819,72 €
Total recettes	9 405 237,84 €	8 054 653,76 €
Résultat brut (excédent)	3 137 982,58 €	1 229 625,34 €
reprise de l'excédent antérieur	294 893,30 €	6 965 394,39 €
résultat de clôture	3 432 875,88 €	8 195 019,73 €

L'exercice 2019 se clôture donc par un résultat brut de 3 137 982,58 €.

La reprise de l'excédent de l'année antérieure (2018) permet de dégager un excédent d'exploitation de 3 432 875,88 €.

Il est proposé d'en affecter la majeure partie à la section d'investissement, afin de réduire en premier lieu, l'inscription prévisionnelle d'emprunt du BS 2020 :

Affectation de 2 637 924,88 € €€

Le solde 794 951,00 €, restant sur la section d'exploitation.

COMPTE ADMINISTRATIF de la REGIE DE MAITRISE D'ŒUVRE 2019

Le CA de la régie s'équilibre en dépenses et recettes d'exploitation à 278 279,12 €. Ces dépenses et recettes correspondent aux frais de personnel ayant réalisé des activités de maîtrise d'œuvre sur les opérations de travaux du SIARP, et à leur remboursement.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2020

Comme certaines années précédentes, l'affectation et la reprise du résultat de l'exercice antérieur permettent de diminuer l'inscription d'emprunt qui équilibrerait le BP 2020 (1,705 M€) et d'affecter, comme prévu lors du ROB 2020, de nouveaux crédits suite à l'intégration de 15 nouvelles communes de la CCVC, des régularisations de crédits sur les opérations de travaux et de financer le début et la fin des opérations programmées AC.

La reprise des résultats et le détail des nouvelles propositions sont présentés ci-après :

<u>EXPLOITATION</u>		<u>INVESTISSEMENT</u>	
<u>Imputation</u>	<u>Recettes</u>	<u>Recettes</u>	<u>Imputation</u>
Résultat reporté N-1	794 951 €	8 195 019,73 €	Résultat reporté N-1
		2 637 924,88 €	1068 - Affectation du résultat
		- 1 704 255 €	1641 - Diminut° inscript° de l'emprunt
777 - reprise subv Nvlles Cmes	327 659 €	471 308 €	28 - Dotation amort Nvlles Cmes
777 - reprise subv Régul SIARP	25 958 €	10 908 €	28 - Dotation amort régul SIARP
		4 500 €	4582021 - cpte tiers BV8
		- 105 250 €	4582022 - cpte tiers BV18
		100 750 €	4582024 - cpte tiers BV18bis
Total recettes de l'exercice	1 148 568,00 €	9 610 905,61 €	Total recettes de l'exercice
<u>EXPLOITATION</u>		<u>INVESTISSEMENT</u>	
<u>Imputation</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Imputation</u>
6811 - Dotation amort Nvlles Cmes	471 308 €	4 500 €	4581021 - cpte tiers BV8
6811 - Dotation amort régul SIARP	10 908 €	- 105 250 €	4581022 - cpte tiers BV18
6061 - fournitures non stockables	150 489 €	100 750 €	4581024 - cpte tiers BV18bis
6063 - fournitures petit équipement	10 000 €	327 659 €	139 - reprise subv Nvlles Cmes
6064 - fournitures administratives	1 000 €	25 958 €	139 - reprise subv Régul SIARP
6066 - carburant	5 000 €	374 000 €	2031 - frais études (SDA)
6068 - autres matières et fournitures	19 480 €	127 924,88 €	2051 - concessions et droits similaire
6135 - location mobilières	10 000 €	5 000 €	2128 - autres aménagements terrains
61523 - entretien et réparations réseaux	90 276 €	310 662 €	21562 - matériel spécifique asst
61551 - réparation/entretien véhicules	10 000 €	1 700 €	2182 - matériel de transport
6156 - maintenance	16 152 €	4 174 €	2184 - mobilier
6161 - assurances	25 000 €	2 000 €	2188 - autres
617 - études et recherches	30 400 €	540 €	13111 - trop perçu AESN
6222 - commission recouvrt red asst	9 868 €	151 677 €	1641 - échéances emprunts
6225 - indemnité percepteur	500 €	928 806,73 €	2315 - travaux en cours
6231 - annonces et insertions	4 000 €		
6262 - frais télécommunication	4 100 €		
6288 - autres prestations extérieures	113 556 €		
6215 - MAD agent communal	5 000 €		
6333 - formation agents	8 000 €		

6475 – médecine du travail	1 284 €		
6411 – salaires (chômage)	30 000 €		
6531 – indemnités élus	46 708 €		
6535 – formation élus	2 400 €		
6541 – créances admises en non-valeur	10 000 €		
66111 – intérêts d'emprunts	11 915 €		
673 – titres annulés sur exercice ant.	51 224 €		
Total dépenses de l'exercice	1 148 568,00 €	2 260 101,61 €	Total dépenses de l'exercice
		7 350 804 €	<i>RAR reportés (travaux)</i>
Total BS 2020	1 148 568,00 €	9 610 905,61 €	Total BS 2020

Soit un total s'élevant à 10 729 473,61 € pour les 2 sections.

Concernant le budget de la régie de maîtrise d'œuvre, aucune écriture nouvelle n'est envisagée.

Il vous est donc proposé d'approuver le CA 2019 du SIARP et celui de la régie de maîtrise d'œuvre tel que présentés ainsi que le BS 2020 qui s'équilibre en dépenses et recettes à 1 148 568,00 € sur la section d'exploitation et à 9 610 905,61 € sur la section d'investissement.

17- OBJET : CREATION EMPLOIS PERMANENTS.

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

Fondement juridique

Code général des collectivités territoriales,

Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Le tableau des effectifs adopté par le Comité Syndical le 16 décembre 2019,

Contexte, enjeux et détails du projet

Afin de répondre à un surcroît actuel et prévisible d'activité et aux enjeux du diagnostic des ouvrages d'assainissement collectifs susceptibles d'intégrer le patrimoine du Syndicat suite à la loi NOTRe, il est nécessaire de recruter des agents.

Par conséquent, le Président propose au Comité Syndical la création des 3 emplois permanents suivants :

- **Deux (2) agents d'exploitation des stations d'épuration et des réseaux d'assainissement collectif**, dans le grade d'Adjoint Technique, accessible selon les

conditions de qualification définies par le statut, pour exercer principalement les missions suivantes :

- Observer l'état d'entretien et veiller au bon fonctionnement général des réseaux d'assainissement collectif et ouvrages annexes (stations d'épuration, ...), notamment
- Surveiller et maintenir en bon état d'entretien et de fonctionnement général les postes de relevage, notamment
- Assurer l'entretien mécanique et électrique des pompes et des armoires de commande et réaliser les travaux électriques qualifiés sur le terrain ou en atelier, assurer les astreintes et les interventions d'urgence sur les ouvrages.

➤ **Un/une (1) Responsable de l'entretien des ouvrages - ITV curage** dans le grade de Technicien Territorial, accessible selon les conditions de qualification définies par le statut, pour exercer principalement les missions suivantes :

- Procéder à la mise en œuvre du marché de dératisation, curage et inspection télévisée des réseaux EU et EP,
- Procéder à l'analyse du fonctionnement et des dysfonctionnements du réseau par le contrôle sur le terrain,
- Assurer les astreintes techniques et la représentation du SIARP lors d'expertises (présence aux réunions, rédaction des comptes rendus, transmission des éléments demandés par les experts),
- Réaliser les visites de reconnaissances des réseaux privés avant rétrocession.

Ces postes peuvent également être pourvus par des agents contractuels de droit public sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, dans ce cas, il est précisé que leur rémunération sera basée sur la grille indiciaire correspondant aux grades sur lesquels les candidats seront recrutés en tenant compte de leur(s) diplôme(s) et de leur expérience professionnelle.

Concernant le régime indemnitaire, il dépendra des fonctions exercées conformément à la délibération du SIARP du 29 mars 2017 portant mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du Syndicat.

Proposition de dispositif de la décision

Aussi, il est proposé au Comité Syndical :

DE CREER les emplois permanents, à temps complet, cités ci-dessus et de les inscrire au tableau des effectifs,

DE SE RESERVER la possibilité de recruter des contractuels dans le cadre de l'article 3-3 de la loi n°84-53 susvisée,

D'AUTORISER le Président à signer tout document relatif à ces recrutements,

DE DIRE que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 012.

18- OBJET : REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

1. Fondement juridique

Les conditions d'indemnisation des fonctionnaires, agents publics territoriaux et élus des collectivités territoriales ou de leurs groupements, résultant des déplacements professionnels qu'ils sont amenés à effectuer, sont à la charge de ces collectivités et établissements ; elles sont fixées par le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, modifié par les décrets n°2007-23 du 5 juillet 2007 et n° 2006-781 du 3 juillet 2006.

Ces dispositions disposent que l'assemblée délibérante peut également fixer, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte des situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage. Elles ne pourront en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

2. Contexte, enjeux et détails du projet

Les agents du Centre Technique du SIARP doivent suivre les formations suivantes :

- Initiation au dépannage électromécanique, à Nantes, pour Clément ANTOINE, Bastien CAIVEAU et Abdel FAID durant le second semestre 2020 ;
- Installer et paramétrer des postes locaux de télégestion SOFREL S500, à Nantes, pour Saïd KADA durant le second semestre 2020 ;
- Assurer les communications automates et intersites avec SOFREL S500, à Nantes, pour Saïd KADA durant le second semestre 2020 ;
- Interpréter le fonctionnement d'une installation à partir de son schéma électrique, à Jonage, pour Clément ANTOINE, Bastien CAIVEAU et Abdel FAID durant le second semestre 2020.

3. Impact financier

Les agents doivent avancer les frais et les coûts de déplacement engendrés par ces formations qui seront réglés directement par la régie d'avance ou remboursés aux agents sur présentation des justificatifs de dépense.

4. Proposition de dispositif de la décision

Aussi, il est proposé au Comité Syndical :

- DE CONFIRMER que la participation à ces journées de formations répond à l'intérêt du service,
- DE DECIDER que les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration à NANTES et à JONAGE engendrés par ces formations sont pris en charge par le SIARP, exceptionnellement, à hauteur des coûts réels,
- DE DIRE que ces frais de déplacement sont soit payés directement par la régie d'avance, soit remboursés aux agents sur présentation de justificatifs.

19- OBJET : CONVENTION AVEC LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE (CIG) RELATIVE A L'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'ALLOCATION POUR PERTE D'EMPLOI

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

5. Fondement juridique

La présente convention est passée en application de l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984.

6. Contexte, enjeux et détails du projet

Le SIARP est en auto assurance pour tout ce qui relève de l'allocation perte d'emploi. Ainsi, lorsqu'un agent termine son contrat, le paiement de son allocation chômage est pris en charge par le SIARP.

C'est actuellement le cas de Madame Laëtitia FRAT qui a terminé le 31 janvier 2020 son contrat à durée déterminée de 3 ans pour effectuer sa thèse.

Il nous faut désormais instruire son dossier et calculer le montant de son allocation.

Au regard de la complexité de gestion des dossiers, il est proposé au Comité Syndical de passer une convention avec le CIG. En effet, la prestation fournie par le CIG, à partir des informations communiquées par le SIARP, consiste à instruire les demandes d'allocation chômage des travailleurs et calculer le cas échéant le montant des droits.

7. Impact financier

Cette convention est passée pour une durée de 3 ans.

Le nombre d'heures de travail effectivement accomplies pour chaque dossier sera facturé au tarif forfaitaire de 48,50 € de l'heure.

8. Proposition de dispositif de la décision

Aussi, il est proposé au Comité Syndical :

- DE SIGNER la convention ci-jointe avec le CIG,
- DE DIRE que les crédits sont prévus au budget.

20 - OBJET : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA RELIURE DES ACTES ADMINISTRATIFS

RAPPORTEUR : LE PRESIDENT

Le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) Grande Couronne constitue autour de lui un groupement de commandes qui a notamment pour objet la passation, pour le compte des membres du groupement, d'un marché de prestation de service pour la reliure des actes administratifs, opération rendue obligatoire par le décret 2010-783 paru le 11 juillet 2010 (pour les actes administratifs).

Le groupement de commandes évite à chaque collectivité de lancer une consultation individuelle et permet d'obtenir des tarifs préférentiels.

A cette fin, une convention constitutive de ce groupement de commandes a été établie. Cette convention prend acte du principe et de la création du groupement de commandes. Elle désigne le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne comme coordonnateur. Ce dernier est notamment chargé de procéder à l'organisation de la procédure de passation du marché et de procéder au choix du titulaire. A ce titre, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur du groupement de commandes.

La convention prévoit que les membres du groupement habilitent le coordonnateur à signer, notifier et exécuter le marché au nom de l'ensemble des membres constituant le groupement.

La convention précise que la mission du CIG Grande Couronne comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération. Les frais de procédure de mise en concurrence ainsi que les autres frais occasionnés pour le fonctionnement du groupement ne feront pas l'objet d'une re-facturation aux membres du groupement.

Il appartient donc à chaque membre du groupement d'examiner, d'adopter et d'autoriser son exécutif à signer cette convention constitutive du groupement de commandes.

Le Conseil Syndical est invité à se prononcer sur les engagements contenus dans ce document :

- DECISION d'adhérer au groupement de commandes pour la reliure des actes administratifs,
- APPROBATION de la convention constitutive du groupement de commandes désignant le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne

comme coordonnateur du groupement habilité à signer et notifier le marché selon les modalités fixées dans cette convention,

- APPROBATION de la commande de reliure d'actes faite en fonction des besoins du Syndicat,
- AUTORISATION donnée au Président de signer la convention constitutive du groupement de commandes, ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.